L'économie contre l'écologie ?

Introduction
Bernard Perret

Vers une innovation responsable
Franck Aggeri

Bienvenue dans l'entrepocène
Jean-Maxence Granier

Le commerce mondial à l'heure de la transition
Mathilde Dupré

Le réveil écologique des étudiants
Lucile Schmid

Financer la décarbonation
Gaël Giraud

Une monnaie au service des communs ?
Dominique Dron, Étienne Espagne et Romain Svartzman

Les marchés financiers et la planète
Nicolas Bouleau

L'écologie est-elle rationnelle ?
Bernard Perret

Plan de survie
Entretien avec Robert Boyer

L'économie contre l'écologie ?

Introduction

Bernard Perret

L'année 2019 a été marquée par une aggravation des effets tangibles du réchauffement climatique (canicules, inondations…), qui n'est sans doute pas pour rien dans l'accélération de la prise de conscience écologique. En France, l'un des signes les plus nets de l'évolution des esprits est la place prise par les thèmes écologiques et climatiques dans les médias. Le score des écologistes aux élections européennes est également significatif, même s'il n'est pas inédit, et l'on n'oubliera pas la Convention citoyenne pour le climat, dont on attend avec intérêt les suites concrètes. Au niveau européen également, les choses bougent : mille milliards d'euros sur dix ans annoncés par la Commission pour financer la « transition juste », déclarations de Christine Lagarde sur la nécessité d'intégrer le sujet climat dans la stratégie de la Banque centrale européenne, vote du Parlement sur l'« urgence climatique ». Et l'on pourrait aussi parler du rapport alarmiste publié en ouverture du forum de Davos, du phénomène de Greta Thunberg et de la mobilisation des jeunes (y compris l'émergence d'une nouvelle génération de militants avec le groupe Extinction Rebellion), etc. Reste que ces signaux insistants n'ont pas l'air d'ébranler Trump, ni Bolsonaro, sans parler du Premier ministre australien Scott Morrison, pourtant confronté au désastre que l'on sait.

La multiplication des initiatives et des prises de position, le réveil de l'opinion et même la montée dans la population d'une « anxiété écologique » repérée par le corps médical n'ont que peu d'effet sur la manière

dont nous appréhendons les réalités économiques. Or l'évolution de notre civilisation matérielle – techniques, manières de produire et modes de vie – est largement déterminée par la dynamique endogène de l'économie de marché. S'en prendre aux excès et dérives du capitalisme libéral ne sert pas à grand-chose, tant que l'on n'a pas pris la mesure de la cohérence interne de la vision marchande de la réalité et de la prégnance des attentes, comportements et pratiques sociales qui lui sont liés. L'hégémonie de la pensée économique *mainstream* dans le champ universitaire reflète cette emprise, mais on peut cependant y voir plus qu'un symptôme : l'un des verrous qu'il faudrait faire sauter pour commencer d'inventer, et d'abord d'imaginer, une économie soutenable.

Les textes réunis dans ce dossier témoignent tous de l'urgence de penser autrement. Les contradictions entre l'impératif écologique et la logique économique dominante y sont abordées sous différents angles complémentaires, essentiellement critiques, même si des évolutions souhaitables et des pistes de réforme sont évoquées[1]. Il s'en dégage l'énoncé d'un vaste problème qui concerne l'ensemble des acteurs sociaux, mais sans doute d'abord le monde intellectuel : il est devenu vital de réunifier les univers mentaux parallèles de l'économie et de l'écologie et de bâtir un cadre social pour l'action rationnelle qui intègre pleinement la finitude du monde et des ressources exploitables, les phénomènes irréversibles et la dépendance de l'être humain à la nature.

Il est devenu vital de réunifier les univers parallèles de l'économie et de l'écologie et de bâtir un cadre social pour l'action rationnelle qui intègre pleinement la finitude du monde.

Pour étayer ce qui pourrait être vu comme une posture idéologique, il suffit de considérer les contradictions auxquelles se heurtent les acteurs économiques quand ils cherchent à intégrer la sauvegarde de la planète dans leurs objectifs. Jean-Maxence Granier décrit ici les diverses échappatoires qui s'offrent aux entreprises confrontées à la nécessité de séduire des consommateurs dont les préoccupations écologiques vont croissant. Elles devront désormais compter avec l'état d'esprit de jeunes diplômés

1 - Dans la perspective d'un changement social d'ampleur, on trouvera des propositions concrètes qui méritent d'être débattues dans le texte collectif du *Second Manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral*, Arles, Actes Sud, 2020.

qui, si l'on suit Lucile Schmid, n'accepteront plus si facilement de laisser leurs préoccupations écologiques en dehors de la sphère du travail.

À un niveau plus systémique, Mathilde Dupré montre que l'impact problématique des accords commerciaux découle d'une inadaptation foncière des règles du commerce mondial aux exigences de transition écologique et sociale. Quant au monde de la finance, il vit encore sur une planète où les catastrophes écologiques semblent ne pas exister, ce dont témoigne une étude du Maquarie Group parue fin 2019, prédisant un doublement de la valeur du marché boursier d'ici 2030[2]. Mais ce qui semble dans ce cas défier la raison n'est guère plus choquant que l'incapacité persistante de la plupart des acteurs économiques, gouvernements compris, de placer l'écologie au cœur de leurs stratégies de développement. La récente déclaration du gouverneur de la Banque de France[3] souhaitant que les banques centrales tiennent mieux compte du risque climatique pour évaluer les actifs pris en garantie des prêts qu'elles octroient va dans le bon sens. Mais elle est très en deçà de ce que demande ici Gaël Giraud, pour qui le besoin urgent de financer un plan massif d'investissements verts exige une mobilisation du secteur bancaire. L'un des moyens pour y parvenir est d'alourdir les exigences de fonds propres pour les crédits destinés à financer les projets qui n'auraient pas reçu le label « vert », décerné par un organisme indépendant. Reste qu'une telle mesure ne résoudrait pas le problème posé par la faible rentabilité financière des investissements de décarbonation, du fait du prix insuffisant des énergies fossiles, ce qui renvoie à la question aussi cruciale que politiquement sensible de la fiscalité carbone.

En prenant un peu de recul, on voit que les contradictions entre l'économie et l'écologie ne pourront que s'aggraver tant que l'on persistera à traiter celle-ci comme un problème sectoriel, en éludant la question du modèle de développement. Comme le montre ici Franck Aggeri, il est illusoire d'espérer que l'innovation technique suffira pour « découpler » la croissance et les atteintes à l'environnement. Or contester l'impératif productiviste, c'est s'obliger à remettre en chantier l'ensemble des règles de fonctionnement de l'économie, à commencer par le fondement et

2 - Macquarie Group Limited's, *Interim Financial Report*, Macquarie Group, 30 septembre 2019 (www.macquarie.com).

3 - Discours d'ouverture de François Villeroy de Galhau, Conférence « Changer d'ère : réchauffement climatique et finance » du 13 décembre 2019.